



Rapport Général

**Conférence mondiale sur l'enseignement supérieur 2009 (CMES) :
La nouvelle dynamique de l'enseignement supérieur et de la recherche
au service du progrès social et du développement**

(UNESCO, Paris, 5-8 juillet 2009)

Excellences,
Mesdames Messieurs les ministres,
Chers collègues et amis de l'enseignement supérieur,
Mesdames, Messieurs,

C'est pour moi un honneur et un privilège de vous présenter ce rapport, et je remercie les membres du Bureau qui m'en ont confié le soin, une décennie après la Conférence mondiale de 1998, une décennie fertile en événements lourds de sens pour l'enseignement supérieur.

Je ne pourrai ici rendre justice au foisonnement d'idées et de propositions qui ont jalonné ces trois jours. J'essaierai d'en retenir les idées majeures, de retenir l'esprit des débats.

I. Conception et déroulement de la Conférence

Ce ne sera pas ici une présentation linéaire, mais une analyse de la problématique d'ensemble, des choix politiques qui ont guidé le programme.

1. Forte participation des ministres, des décideurs politiques de haut niveau, jusque dans les tables rondes et même dans les ateliers. Cela montre deux choses : une prise de conscience de l'importance de l'enseignement supérieur pour l'édification de la société de la connaissance au XXI^e siècle ; et d'autre part la confiance témoignée à l'UNESCO pour jouer pleinement son rôle dans ce domaine.

2. La priorité Afrique fortement marquée, a été mise au cœur des débats d'aujourd'hui et de l'action pour demain, avec des rapports Afrique pour chaque table ronde, chaque atelier et un rapporteur général pour en faire la synthèse. Plus que jamais l'Afrique reste une priorité pour l'UNESCO et la coopération internationale.

3. Les rapports des Conférences régionales ont montré des points communs, des objectifs identiques ce qui confirme la pertinence d'une réflexion globale et d'une action concertée. Mais en même temps nous avons vu des spécificités régionales dont il faut tenir compte pour éviter toute standardisation qui ne serait que du mécanique plaqué sur du vivant.

4. La parole a été donnée à toutes les parties prenantes : panels de ministres d'institutions, de la société civile et du secteur privé ; intervention des organismes internationaux : Commission européenne, Conseil de l'Europe, OCDE ; le message des bailleurs de fonds internationaux a aussi été entendu : Banque mondiale, Banque Africaine pour le Développement. Enfin les étudiants ont eu la parole, même si on aurait aimé en entendre davantage : leurs voix pour l'avenir ont tracé le programme de leurs rêves et de leurs attentes.

Un forum avait été ouvert trois semaines avant la Conférence pour recueillir les avis et suggestions de tous ceux qui souhaitaient prendre la parole.

5. Des ateliers d'une grande richesse ont abordé toutes les facettes de l'enseignement supérieur et de la recherche drainant un public nombreux qui pouvait se mesurer aux déplacements de chaises et aux applaudissements nourris ponctuant les interventions.

6. Les documents d'accompagnement étaient nombreux et tout à fait pertinents, depuis la réflexion philosophique sur le savoir et les progrès de la connaissance jusqu'aux aspects techniques de la thématique.

7. Il ne faudrait pas oublier l'importance du suivi. La Conférence mondiale ne sera que la porte ouverte à l'action, « au-delà des mots ».

II. Les nouveaux défis depuis la Conférence mondiale de 1998

Une décennie riche en développements d'importance majeure pour l'enseignement supérieur. Certaines tendances amorcées en 1998 se sont confirmées ou accélérées (accroissement de la demande de formation, technologies de l'information et de la communication etc.). D'autres phénomènes nouveaux sont apparus, en particulier la crise économique qui pose de façon plus aigüe que jamais le problème du rôle sociétal de l'enseignement supérieur et de son financement.

1. La mondialisation affecte de plein fouet l'enseignement supérieur. Comme l'a dit Monsieur Matsuura dans son propos liminaire, on ne cherche plus, on n'enseigne plus, on ne communique plus de la même façon.

La mobilité des hommes et des idées s'est accélérée, pour le meilleur et pour le pire, créant notamment le problème de la fuite des cerveaux, qu'il faudrait transformer en circulation des cerveaux.

L'internationalisation de nos institutions est source de coopération et de compétition tout à la fois. Nous vivons dans un monde interconnecté et interdépendant.

2. Le développement vertigineux des technologies offre de nouvelles sources d'accès au savoir, avec la nécessité de préserver la distance critique nécessaire à leur utilisation. Mais le fossé numérique existe encore entre les pays et à l'intérieur même des pays, source d'inégalités qu'il faudrait réduire le plus vite possible.

3. Accroissement de la demande de formation. Il résulte du développement de l'enseignement primaire et l'enseignement secondaire, ce dont il faut se réjouir.

Une nouvelle population d'adultes en formation continue frappe désormais aux portes de nos institutions : l'éducation tout au long de la vie est un nouveau défi pour l'enseignement supérieur.

Enfin l'allongement de l'espérance de vie permet à de nombreux retraités de venir à l'université en quête d'une meilleure qualité de vie.

4. Cette demande accrue pose le problème des maîtres, de leur formation. Les enseignants du supérieur constituent le cœur du dispositif, ce qui implique une attention particulière à leur statut, à l'attractivité de leur métier et à leur rémunération.

5. La conjoncture économique et le développement durable avec leur cortège de chômage des diplômés, de besoin de mise à jour des connaissances, de menaces sur le financement de l'enseignement supérieur.

Le développement durable, nouvelle préoccupation pour l'avenir de l'humanité et de la planète nous amène aussi à réfléchir sur la responsabilité des chercheurs et des enseignants dans la prise en compte du problème et la recherche des solutions.

III. Quel enseignement supérieur pour le XXI^e siècle ?

Je partirai ici du titre même de la Conférence : « Nouvelle dynamique » : cette formule implique un mouvement, un progrès, et ce progrès sera, à mon avis, le résultat d'une

dialectique où se conjugueront des impératifs apparemment contradictoires, mais en réalité complémentaires. C'est sous cette forme binaire que m'apparaît l'enseignement supérieur du XXI^e siècle.

1. Enseignement et recherche

La recherche est la source de l'innovation, de la créativité de nouveaux savoirs, recherche fondamentale et recherche appliquée au service du développement économique et social. L'enseignement, c'est la diffusion des connaissances, la préparation à l'insertion professionnelle, mais c'est aussi communiquer aux jeunes et aux moins jeunes l'amour du savoir, le plaisir d'apprendre, « the Joy of Learning » pour reprendre le titre d'un ouvrage paru il y a quelques années.

Pour un enseignement supérieur de qualité, recherche et formation sont inséparables, avec un dosage qui doit s'évaluer sur l'ensemble du système, des institutions, l'ensemble de la carrière d'un enseignant-chercheur.

2. Bien public et partenariats privés

Il faut ici souligner le rôle indiscutable de l'État pour impulser, définir des politiques, garantir l'égalité des chances au service de la cohésion sociale, la qualité des formations et des enseignants.

Mais en même temps les ressources publiques ne peuvent couvrir tous les besoins. Le recours aux partenariats privés est nécessaire, mais il doit se faire dans la transparence, avec un souci de la qualité, en protégeant les étudiants contre toute publicité mensongère.

3. Quantité et qualité

Accueillir une population de plus en plus nombreuse et diversifiée, jeunes en formation initiale et adultes de l'éducation tout au long de la vie est une nécessité, ce que Georges Haddad appelle « une démocratisation dynamique de l'enseignement supérieur ».

On peut d'ailleurs élargir l'accès par le recours aux technologies de la communication et notamment par l'enseignement à distance dont Sir John Daniel a montré qu'il permet de concilier les volets du « triangle de fer : accès, qualité et coût ».

Mais il ne suffit pas d'ouvrir les portes, il faut conduire ces étudiants au succès, ne pas les fourvoyer en les laissant s'engouffrer dans des filières sans issue ; d'où le besoin d'un dispositif d'information, d'orientation, de tutorat, d'accompagnement. Nous avons entendu parler du dispositif mis en place en Afrique pour soutenir les filles engagées dans les filières scientifiques.

Équité et qualité

Il n'y a pas d'équité sans qualité des formations offertes, et pas de qualité sans évaluation des enseignements et des institutions. Mais attention, la qualité n'est pas un absolu, elle se mesure à l'aune de la pertinence, en fonction des objectifs à atteindre et des réalités locales. Les classements internationaux qui ne prennent comme indicateurs que la recherche, les publications, les citations, laissent de côté les autres missions de l'enseignement supérieur (formation, insertion des étudiants, éducation tout au long de la vie). D'où la nécessité d'élargir ces critères d'évaluation pour y intégrer toutes les missions des universités.

Qualité et diversité

La qualité ne doit pas signifier conformité à une norme, à un modèle unique. Il faut en toutes circonstances préserver la diversité comme source de créativité et d'innovation.

4. Libertés et responsabilités (accountability)

Préserver les libertés académiques est une ardente nécessité, liberté de penser, de chercher, d'enseigner, de publier, libertés indispensables au progrès scientifique.

Mais en même temps l'enseignement supérieur est comptable

- Devant la Nation (utilisation des fonds publics)
- Devant les étudiants (qualité et pertinence des formations offertes)
- Devant la société (l'enseignement supérieur doit être facteur de progrès social, de développement durable et jouer un rôle de veille pour prévenir si possible les dérèglements climatiques ou les crises économiques).

5. Internationalisation et respect de la diversité

La coopération internationale implique la mise en place de réseaux dont les membres se confortent et s'enrichissent mutuellement. Les Chaires UNESCO jouent admirablement ce rôle.

La coopération internationale est une bénédiction, à condition d'en écarter les dangers, surtout dans la coopération Nord/Sud, en favorisant l'émergence de pôles d'excellence dans les pays en voie de développement. L'institut Pan-Afrique de la gouvernance en fournira l'exemple.

La coopération régionale doit être encouragée entre pays d'une même aire géographique ayant des objectifs similaires et les mêmes approches des problèmes de l'enseignement supérieur. Ainsi a-t-on évoqué l'espace européen de l'enseignement supérieur et de la recherche, l'espace africain, un espace arabe à l'étude, avec circulation facilitée des étudiants et des enseignants et reconnaissance des diplômes comme le processus de Bologne l'a concrétisé. Mais ce processus n'est qu'un exemple, il y en a d'autres ; surtout ne pas importer de modèles qui seraient incompatibles avec les réalités du terrain. Enfin la coopération internationale doit se faire dans le respect de la diversité culturelle et de son corollaire, la diversité linguistique.

6. Former des citoyens et des citoyens du monde

La Conférence de Bucarest et plusieurs délégations ont insisté sur l'importance des valeurs. L'enseignement supérieur les apprend aux jeunes : justice, respect, solidarité, droits assortis de devoirs, en un mot l'apprentissage de la démocratie. De là l'émergence, ici et là, dans les institutions d'activités sociales, d'entraide, de volontariat. A ce titre, l'enseignement supérieur est un outil de construction de l'identité nationale.

Mais il faut aussi faire de nos jeunes des citoyens du monde grâce à la mobilité. Montaigne disait déjà qu'il faut aller « frotter et limer sa cervelle contre celle d'autrui. » Dans l'Europe du XVIII^e siècle le Grand Tour permettait aux jeunes fortunés de voyager pour apprendre à connaître les mœurs et les institutions des pays visités. Aujourd'hui, les programmes ERASMUS et ERASMUS-MUNDUS offrent le même avantage à un public plus large. Le voyage « ouvre les fenêtres », permet de rencontrer l'autre, de le respecter dans sa différence. L'UNESCO rappelle que les fondements de la paix se construisent d'abord dans l'esprit des hommes et des femmes par le biais de l'éducation.

IV. Quelques recommandations. Messages de la Conférence 2009

Je retiendrai de ce qui précède six recommandations, deux adressées aux décideurs politiques, deux aux institutions d'enseignement supérieur, deux à l'UNESCO.

Messages aux décideurs politiques

- Préservez l'enseignement supérieur comme un investissement majeur pour l'avenir, comme un bien public, même si le secteur privé peut apporter sa contribution au financement et à la diversification des institutions. Et surtout ne relâchez pas cet effort, même en période de crise économique.
- Donnez tout son sens à la solidarité en développant la coopération internationale, en cherchant et en trouvant des moyens de financement innovants (taxe sur les billets d'avion ou autres) pour permettre aux pays en voie de développement de se doter eux aussi d'un enseignement supérieur de qualité.

Messages aux institutions d'enseignement supérieur

- Définissez bien votre stratégie, vos objectifs en fonction de votre spécificité et du public que vous accueillez ; cela fait, visez l'excellence dans votre/vos domaine(s) de spécialité.
- Mettez en valeur vos enseignants (formations, statut, image, salaire) car ils sont la clef de voûte du système. Surtout ne jamais croire que les technologies et l'enseignement à distance peuvent entièrement remplacer les enseignants : rien ne vaut le contact face à face entre l'élève et le maître.

Messages à l'UNESCO

- Reconnaissez le rôle de l'enseignement supérieur au cœur du système éducatif, donnez lui la place qui lui revient dans vos programmes et votre budget au service de l'Éducation pour Tous.
- Jouez pleinement votre rôle :
 - rôle normatif en définissant les règles de bonne pratique qui serviront de référence
 - rôle d'aide aux pays désireux de développer leur enseignement supérieur
 - rôle d'observatoire, de collecte et de diffusion d'informations, notamment en utilisant les statistiques comme outil de transparence

En conclusion :

La Conférence mondiale s'achève après quatre jours de débats passionnants et fructueux. A nous de faire notre miel des idées dégagées, des exemples de bonne pratique, des engagements pris.

Le présent Rapporteur tient à féliciter l'UNESCO, le Secteur de l'éducation, la Division de l'enseignement supérieur, son Directeur Georges Haddad et toute son équipe qui ont réussi à organiser cette rencontre de grande ampleur et de grande qualité. Je suis sûre que le succès est à la hauteur de leurs attentes et de leurs efforts.

Merci à tous les intervenants qui ont alimenté le débat avec compétence et conviction.

Merci à Jean-Pierre, Guy, Estelle et Emily qui m'ont aidée à réunir les informations nécessaires pour vous présenter ce rapport.

A vous tous merci pour votre attention.

Suzy Halimi